

Menaces sur la Zone Euro

Rappelons que l'Union Européenne comprend 27 pays et que la Zone Euro, depuis l'adhésion de l'Estonie, réunit 17 pays.

Des économistes ultra-libéraux, notamment le monétariste Milton FRIEDMANN qui conseilla la politique économique de PINOCHET au Chili, prédirent les difficultés futures de l'Euro.

Ils prédirent, non sans raison, que l'instauration d'une monnaie unique dans un ensemble politiquement non unifié était risquée.

Les souverainistes européens (Le Pen - De Villiers et une faction à droite de l'UMP en France) militent avec les nationalistes et populistes de l'Europe Centrale et Orientale et même scandinaves pour le retour aux anciennes monnaies nationales.

L'émission de monnaie est, en effet, la prérogative d'un état souverain, indépendant, c'est un attribut de la souveraineté.

Or, il n'y a pas encore d'état européen. Ni le Parlement de Strasbourg composé de représentants des partis des pays membres, et dont les conceptions diffèrent parfois, ni la commission de Bruxelles qui réunit des gens désignés par les gouvernements, ni même la dirigeante de la diplomatie ou le président de l'UE n'ont suffisamment de pouvoirs pour imposer des décisions sur lesquelles les deux piliers de l'Union, la France et l'Allemagne divergent souvent.

Supprimer l'Euro constituerait une régression fatale.

La Communauté économique européenne, héritière du marché commun élaboré au lendemain de la guerre, impliquait le développement des échanges et la diffusion de la prospérité. La politique agricole commune aujourd'hui contestée par ceux qui n'admettent pas les subventions et qui est la seule véritable politique commune de l'UE a assuré et continue d'assurer la sécurité alimentaire du continent. Elle absorbe 40 % du budget.

L'Allemagne, premier exploitateur industriel de l'UE, premier fournisseur et troisième client de la France, effectue la moitié de ses échanges dans la zone euro.

Les traités fondateurs de l'UE instaurent la libre circulation des hommes, des capitaux, des marchandises. Les voyages touristiques se répandent. On ne niera pas les avantages d'une monnaie commune.

Fini le casse-tête des taux de change lorsque l'on franchit une frontière, finies les spéculations sur les monnaies fortes ou faibles du continent.

La France effectue la quasi-totalité de ses échanges avec la zone euro.

N'étaient-ce pas les ravages dus à la concurrence effrénée entre producteurs de vins, fruits et légumes surtout et aux salaires faibles.

Chez certaines de nos partenaires nombre de conflits commerciaux entre pays de l'UE n'existeraient pas.

Tant que la Commission de Bruxelles, de concert avec le Parlement de Strasbourg et les Chefs d'Etat et de gouvernement du conseil de l'Europe n'auront pas édicté un salaire minimum propre à chaque pays, une législation sociale qui évite l'exploitation de la main d'œuvre et garantisse le plein emploi, tant que l'harmonisation des fiscalités ne limitera pas l'évasion des capitaux et l'activité de spéculateurs, des manifestations de nationalisme, d'égoïsmes nationaux entraîneront les progrès.

L'actuelle Zone Euro favorise l'activité débridée des marchés financiers, la royauté de l'actionnaire qui investit là où il tirera le plus grand profit, les transactions financières qui ne correspondent pas à des échanges de biens et de services, donc spéculatrices.

L'inexistence d'un gouvernement européen, pas seulement économique, fort, laisse des gouvernements irresponsables s'endetter au-delà des critères de Maastricht et sombrer dans des déficits abyssaux.

Les banquiers, assureurs et autres financiers, grâce à leurs groupes de pression organisés à Bruxelles ont pris des risques qui peuvent conduire des Etats à la faillite. Les timides mesures prises à Bâle et contraignant les banques à garder en réserve une grande partie des dépôts pour faire face aux aléas, la séparation obligatoire entre banques de dépôt et banques d'affaires sont insuffisantes.

Des pays cités en exemple : Irlande, Espagne ont sombré dans une quasi banqueroute et ne seront sauvés que par un fonds Européen de solidarité, alimenté, s'ils le veulent, par les partenaires plus riches.

Des états comme le Portugal et surtout la Grèce ont mal contrôlé leurs banques et parfois masqué leurs pratiques couteuses. Ils ne tinrent pas compte de recommandations de Bruxelles, se sachant à l'abri de sanctions. L'Allemagne se montre la plus réticente dans le rôle de pompiers.

De grandes décisions politiques sont nécessaires pour sauver l'Euro mais elles sont difficiles, vue l'absence de budget fédéral.

L'Allemagne ne veut pas placer l'Europe du Sud sous la tente à oxygène (le midi Italien : Mezzogiorno, est déjà sous perfusion).

La solution consisterait en une assistance temporaire, à faible taux d'intérêt aux pays en difficultés ; ce qui suppose un sentiment de solidarité encore faible chez les autres, en une réduction des dettes excessives et des déficits. Deux moyens : la rigueur budgétaire actuelle, mais elle interdit les investissements créateurs d'emplois et l'amélioration de la santé et surtout de l'éducation et de la formation professionnelle donc paralyse la relance tant attendue de l'économie ; l'augmentation des impôts sur les hauts revenus, ce que refusent les gouvernements libéraux majoritaires en Europe.

Faire obstacle à la spéculation est difficile. Réduire les écarts de compétitivité entre les Etats, surtout ceux du centre et de l'est de l'Europe implique de grandes dépenses.

Les contribuables ne pourront pas toujours renflouer les banques alors que les marchés financiers ont ignoré les risques.

Les prêts étrangers se tarissent. La BCE ne pourra pas toujours se charger des dettes des Etats. L'activité débordante des chinois qui rachètent les dettes espagnoles ou portugaises inquiète les partisans de l'indépendance économique de l'Europe.

Nous vivons dans une Europe à 3 vitesses :

- Celle de l'Allemagne, férue de technologies avancées, exportatrices mais qui relance la consommation intérieure.
- Celle de la zone périphérique paralysée par l'austérité budgétaire ;
- Celle de la zone intermédiaire qui craint toujours la faillite d'un Etat de la zone euro.